

## Premières recommandations relatives à la formation et à l'éducation des enfants de quatre à huit ans en Suisse

du 31 août 2000

Les profondes mutations, auxquelles notre société est actuellement confrontée, ainsi que les nouvelles connaissances en matière de pédagogie ne sont pas sans incidence sur les objectifs et les structures du système éducatif. De nombreux phénomènes comme l'urbanisation, la modification des structures démographiques, la flexibilité dans le travail, une nouvelle définition du rôle de la famille, des femmes et des hommes dans la vie sociale, mais aussi une mobilité accrue, militent en faveur d'une nouvelle appréhension des problèmes et de nouvelles réponses. Des objectifs tels qu'un encouragement accru des enfants selon leurs capacités respectives, une entrée à l'école obligatoire répondant mieux aux besoins individuels et une flexibilité en ce qui concerne le passage de l'école enfantine à l'école primaire exigent la recherche de nouvelles pistes de solution qui ne doivent toutefois pas déboucher sur une scolarisation trop poussée. Si plusieurs secteurs de notre système éducatif ont d'ores et déjà réagi en partie à l'évolution des conditions cadres de la société et des nouvelles exigences pédagogiques, tel n'est pas le cas pour les structures et les objectifs relatifs aux enfants de quatre à huit ans. Certes l'idée, selon laquelle chaque enfant doit avoir la possibilité de fréquenter au moins durant une année une institution du préscolaire, a entre-temps fait son chemin. La discussion qui a suivi la publication du dossier "Formation et éducation des enfants de quatre à huit ans en Suisse", préparé par un groupe d'études mis en place par la CDIP, a permis de constater que les structures actuelles pour la tranche d'âge concernée ont besoin d'un sérieux remaniement. Figurent au premier plan les éléments suivants:

- *classes hétérogènes* en ce qui concerne l'âge, le développement, les aptitudes, la culture, l'origine, la langue, etc., où sont accueillis des enfants de quatre à huit ans;
- flexibilité en ce qui concerne l'entrée à l'école primaire (adaptation au développement de l'enfant, *lequel peut varier fortement*, encouragement des enfants très doués, intégration et non ségrégation des enfants moins doués);
- encouragement précoce *du calcul, de la lecture et de l'écriture*, continuité pédagogique entre l'apprentissage par le jeu et l'apprentissage systématique, environnement favorisant l'apprentissage notamment des enfants issus d'un milieu défavorisé;
- *innovations didactiques*: enseignement centré sur l'individu et méthodes correspondantes, différenciation en ce qui concerne les conditions et les parcours d'apprentissage.

Il convient toutefois de souligner que, dans ce pays aux multiples facettes, les changements au niveau de la société de même que le rôle de l'école sont perçus de manière très variée. Les besoins concernant les projets relatifs au "cycle élémentaire" ou même l'introduction d'un tel cycle sont encore évalués de manière fort différente. La mise en place d'un "cycle élémentaire" représente un changement radical du système scolaire et entraîne des coûts élevés. Les

projets correspondants sont liés à des changements fondamentaux au niveau des structures et des contenus. Cela suppose aussi des modifications importantes et relativement fréquentes des lois scolaires cantonales. Enfin, l'introduction du "cycle élémentaire" entraînerait également un amendement du concordat scolaire en ce qui concerne le début et la durée de la scolarité obligatoire.

Avant de redéfinir le positionnement et les structures d'un élément aussi important de notre système éducatif et en prenant aussi en considération les conséquences pour le degré suivant de l'école obligatoire, il paraît important de prévoir une phase pilote, durant laquelle différentes pistes pourront être testées quant à la faisabilité du "cycle élémentaire" sur les plans organisationnel, politique, pédagogique et financier. L'initiative ne doit pas être considérée comme un "coup de force" politique fomenté par la CDIP afin de contraindre les cantons et les régions à créer un "cycle élémentaire" pour les enfants de quatre à huit ans. Ce qui semble en revanche judicieux, voire nécessaire, c'est de mener, dans le cadre de projets de développement scolaire, un débat constructif sur l'idée du "cycle élémentaire". Mais la coordination scolaire dans ce pays a ses exigences et, pour continuer de les satisfaire, les cantons entendent, également dans cette phase intermédiaire, collaborer étroitement et de façon continue. Le rôle dirigeant de la CDIP se verra ainsi renforcé.

Dans cette perspective, la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP),

- se basant sur l'art. 3, let. e et g, du concordat sur la coordination scolaire du 29 octobre 1970,
- après avoir pris connaissance du rapport "Formation et éducation des enfants de quatre à huit ans en Suisse" (CDIP, 1997) ainsi que des résultats de la procédure de consultation sur ce rapport,
- après avoir pris connaissance du rapport "La formation des enseignantes et enseignants du cycle élémentaire" (CDIP, 1999),

émet les recommandations suivantes:

1. Il est souhaitable de mener, dans le cadre de projets de développement scolaire, un débat sur le concept de "cycle élémentaire". L'harmonisation déjà réalisée au niveau de l'école obligatoire devra être préservée en tous les cas et même, si possible, être accrue.
2. Lors de la planification et de la mise en œuvre des concepts relatifs au "cycle élémentaire", les conditions cadres mentionnées ci-dessous sont prises en compte:
  - 2.1 Le "cycle élémentaire" s'achève au plus tard à la fin de la deuxième année primaire.
  - 2.2 L'entrée au "cycle élémentaire" est effectuée au plus tôt deux ans avant le début actuel de la scolarité obligatoire.
  - 2.3 Les objectifs d'apprentissage et les lignes directrices, à la fin de la deuxième année primaire, sont définis au niveau suisse pour le domaine des mathématiques. Les recommandations relatives au Concept général pour l'enseignement des langues s'appliquent aux langues étrangères.

2.4 Les objectifs d'apprentissage et les lignes directrices pour les autres domaines sont fixés au niveau des régions linguistiques.

3. Les dispositions régissant la coordination au niveau suisse sont prises en compte lors de la planification et de la mise en œuvre des projets de développement scolaire "cycle élémentaire". Là où cela est possible, de tels projets doivent être développés en concertation intercantonale. La CDIP élabore des propositions afin d'assurer la coordination scolaire et aussi de l'accroître; elle soutient les échanges d'informations et d'expériences par le biais de prestations diverses.
4. Les besoins des enfants qui nécessitent une prise en charge spéciale ou qui sont particulièrement doués ainsi que les innovations didactiques doivent être intégrés dans les projets de développement scolaire "cycle élémentaire".
5. La formation du corps enseignant du "cycle élémentaire" doit être prise en compte dans les concepts de réforme de la formation des enseignantes et enseignants de telle manière que l'introduction du "cycle élémentaire" se réalise dans les meilleurs délais.
6. Avant de passer de l'organisation standard de la formation des enseignantes et enseignants à l'organisation d'une formation pour le corps enseignant du "cycle élémentaire", il conviendra d'examiner différentes solutions intermédiaires, notamment:
  - une formation permettant aux enseignantes et enseignants d'acquérir une double qualification, donc d'enseigner aux degrés préscolaire et primaire;
  - une offre parallèle de formations pour les enseignantes et enseignants du "cycle élémentaire" outre les formations pour les degrés préscolaire et/ou primaire;
  - des offres de formation complémentaire pour les enseignantes et enseignants en activité au niveau des degrés préscolaire et primaire.
7. A titre d'étape intermédiaire pour faciliter l'introduction ultérieure du "cycle élémentaire", des plans d'études cadres pour le degré préscolaire et les deux premières années du degré primaire seront développés dans le cadre d'une collaboration intercantonale.

Assemblée plénière du 31 août 2000